

Juste Terre!

n°101 - OCTOBRE 2013

www.entraide.be

Suivez-nous sur Facebook et Twitter

Toutes les cinq secondes, un enfant de moins de dix ans meurt de faim alors que l'agriculture est en mesure de nourrir 12 milliards d'êtres humains. Ceci est le produit de choix politiques et économiques délibérés. Les capitaux issus de la spéculation financière et qui se sont abattus sur les marchés agro-alimentaires peuvent être régulés. Les firmes de l'agrobusiness qui renforcent leur emprise sur la production alimentaire peuvent être contournées. Les mouvements paysans qui, comme au Brésil, luttent pour un modèle agricole alternatif en apportent la preuve jour après jour. En Belgique aussi, l'association La Rochelle concrétise une agriculture respectueuse de l'humain et de la terre.



Edito

L'automne, période de la chasse... au gaspillage !

Octobre : les premiers frimas, les « feuilles mortes qui se ramassent à la pelle » et la Journée Mondiale de l'Alimentation consacrée, cette année, au développement de systèmes alimentaires durables.

Tiens, le système actuel ne serait-il pas tenable ? Un exemple...

Chaque année, à travers les pays de l'Union européenne, près de 90 millions de tonnes de nourriture consommables sont jetées à la poubelle. Ce gaspillage alimentaire représente en moyenne 30% de la production, voire 50% dans certains pays. Ce phénomène est éthiquement choquant dans une Europe où 16 millions de personnes vivent de l'aide alimentaire et dans un monde où plus d'un milliard d'individus souffrent de malnutrition chronique. Il représente également un gâchis écologique en termes d'énergie, de terres et d'eau mais il est surtout un démenti flagrant aux affirmations du lobby de l'agrobusiness qui invoque la nécessité de stimuler la croissance de la production alimentaire industrielle pour résoudre le problème de la faim.

On ne le dira jamais assez : la planète terre, même dans la perspective d'une croissance démographique forte jusqu'en 2050, a les capacités de nourrir la population humaine dans son ensemble. La faim dans le monde n'est pas une question de manque de nourriture mais bien un problème de répartition équitable des ressources et d'accès à l'alimentation pour les couches les plus vulnérables de la population.

Si le gaspillage alimentaire doit interpeller tous les consommateurs dans leurs comportements quotidiens, ce sont néanmoins les acteurs de la chaîne agro-alimentaire qui, par la surproduction, la standardisation des produits ou par des stratégies de marketing, poussent vers la poubelle des millions de tonnes d'aliments parfaitement sains.

Gérer plus durablement et parcimonieusement la production alimentaire est une priorité absolue qui aura des effets bénéfiques sur l'utilisation des sols, de l'énergie et des ressources hydriques et qui contribuera, au final, à la lutte contre la sous-nutrition.

Il se trouve que le modèle agricole répondant le mieux à ces critères de durabilité existe, c'est le modèle agro-écologique. Reste donc à l'encourager et à soutenir toutes les initiatives visant à promouvoir ce type de production, à petite et moyenne échelle, en lien avec la consommation et les marchés locaux.

Espérons qu'en ce mois d'octobre, les feuilles des nombreux rapports d'experts préconisant ces solutions ne se ramassent pas elles non plus à la pelle et ne restent ... lettres mortes !

■ François Letocart

Chargé de communication



Pour que la Terre tourne plus JUSTE !

LA ROCHELLE : UN JARDIN EXTRA-ORDINAIRE...

Le jardin coopératif et communautaire de la maison de quartier La Rochelle, à Roux (un des grands quartiers de Charleroi), existe depuis six ans. Il est situé sur un ancien terrain de football que la paroisse a mis à disposition de l'asbl. Dès sa création, ce jardin était destiné à des personnes en difficulté sociale qui fréquentent la maison de quartier. La dynamique du jardin repose sur l'échange de savoirs : apprendre ensemble à jardiner, tout en construisant un projet commun.

Pour certains coopérateurs-jardiniers, recevoir les légumes du jardin en échange du temps passé à les cultiver, en lieu et place du colis reçu à la banque alimentaire, leur redonne une dignité si souvent mise à mal. Hamid, coopérateur-jardinier depuis près d'un an : « *Quand je peux donner des légumes que j'ai cultivés à mes amis ou à la coopérative de la maison de quartier, je suis fier de moi, je suis tout content, j'ai l'impression de rendre un peu l'aide que j'ai reçue à mon tour* ».

L'aspect coopératif du jardin, les efforts et moyens mis en commun (outils, semences, compost...), le partage d'expérience et la convivialité entre jardiniers sont recherchés. Le jardinage crée de multiples occasions de solidarité.

Jean-Pierre, coopérateur-jardinier depuis le début du projet : « *On n'a jamais fini d'apprendre, j'ai appris plein de noms de légumes, j'ai découvert qu'il y avait une interaction entre les plantes et les insectes. On s'échange des bons conseils, on fait des expériences et on en parle entre nous. Parfois on n'est pas d'accord sur ce que d'autres font, alors on en parle à la réunion et cela s'arrange...* ».

Changer ses habitudes de vie

Cultiver le jardin, c'est en même temps cultiver sa personne. On augmente son tissu relationnel, on renforce la confiance en soi, on se donne une discipline de vie, on s'ouvre à la nouveauté, on change ses habitudes de vie... Cédric, coopérateur-jardinier occasionnel : « *Quand je travaille au jardin, je me sens mieux dans ma peau, je parle à des gens à qui je n'aurais pas parlé avant, je mange des légumes que je détestais quand j'étais enfant, je m'ouvre à des nouvelles choses...* ». C'est aussi apprendre

à respecter des contraintes, celles du temps qu'il fait, des saisons, de l'arrosage, de la cueillette, de la conservation.

Franco, éducateur de la maison de quartier : « *Quelques années de fonctionnement nous ont permis de mieux comprendre les lieux, les sols, les personnes, les règles, les envies, les besoins. Nous avons décidé de donner une nouvelle direction au projet en partant des besoins, des ressources, des limites du jardin et des participants.* »

Les parcelles sont aujourd'hui cultivées selon les principes de la permaculture en tenant compte des envies de chacun des coopérateurs-jardiniers, pour mieux correspondre à leurs besoins. Claudio, coordinateur du projet : « *La philosophie de la permaculture consiste à travailler avec la nature et non pas contre elle. Elle suit une éthique de base et donne des principes qui permettent une intégration harmonieuse des activités humaines au sein des écosystèmes. Les plantes et les personnes ont en commun le cours de l'existence. Ainsi, s'occuper du jardin coopératif et communautaire, c'est s'occuper du rapport à son environnement, du rapport à soi et du rapport aux autres* ».

Une participation sur mesure, avec des degrés d'implication différents

Chacun peut participer à la vie du jardin, au rythme de son choix : occasionnellement ou plus régulièrement. Trois types de coopérateur-jardinier peuvent s'impliquer de manière différente sur le terrain et à des degrés divers :

- celles et ceux qui, en plus d'avoir choisi de travailler leur parcelle individuelle, travaillent les parcelles de « production » et entretiennent tout l'espace ;
- celles et ceux qui ont choisi de travailler l'une ou l'autre parcelle individuelle uniquement ;
- celles et ceux qui n'ont pas choisi de cultiver une parcelle mais qui donnent un coup de mains aux autres.

Hassan, coopérateur-jardinier depuis trois ans : « *Lorsque j'ai commencé le jardin, j'étais sans boulot, au chômage. Le jardin me permettait d'avoir une occupation où je me sentais utile en faisant quelque chose de bien. Aujourd'hui, je travaille dur mais dès que l'occasion se présente, je retourne au jardin passer une heure ou deux, découvrir ce que les autres ont fait, ce qui a poussé, fleuri, j'arrache les herbes, j'arrose... Cela me fait oublier mes préoccupations et toute la tension accumulée au travail* ».



Travailler au jardin : cela fait oublier ses préoccupations.

Un espace commun où l'on apprend (ré-apprend) à vivre ensemble

L'ouverture du jardin à d'autres publics que celui qui fréquente la maison de quartier demeure une difficulté importante du projet. Pour des personnes en fragilité d'existence, il est moins risquer de cultiver l'entre-soi que de s'ouvrir au monde.

Actuellement, le jardin est utilisé par les jeunes du Patro pour leurs activités qui ne sont pas forcément liées au jardinage. Des habitants du quartier y viennent aussi pour rencontrer les jardiniers-coopérateurs ou simplement pour se promener. Laziz, coopérateur-jardinier : « *Je sais que le jardin doit être ouvert à tout le monde mais lorsque les jeunes du Patro arrivent sur le terrain, j'ai toujours peur qu'ils ne saccagent nos plantations, qu'ils n'abîment le jardin. Ils jouent au ballon, courent partout* ». Mais le respect de ces jeunes pour ce lieu atteste de la valeur qu'ils accordent au jardin, au travail et aux efforts visibles de personnes qu'ils connaissent.

Le groupe des enfants de la maison de quartier *La Caverne de Polo, le Lapin* a également sa place dans le jardin pour y découvrir comment on jardine, goûter aux produits. Même des carrés de terre leur sont dédiés. Stéphanie,



animatrice bénévole : « *Quand on va au jardin, c'est souvent pour se défouler : jouer, courir, faire du sport. Mais c'est aussi pour découvrir la nature, l'observer pour y déceler les miracles de la vie, apprendre à la respecter. Permettre aux enfants de devenir des petits jardiniers en herbe : semer, planter, cultiver, arroser, prendre soin, récolter, déguster... C'est aussi leur faire comprendre que ce que la plante a extrait de la terre pour se former enrichira la terre en s'y décomposant* ».

Pour les responsables du projet, plus encore que la maison de quartier, le jardin est un moyen privilégié de reconstituer du lien social et de permettre une réelle insertion des personnes dans la communauté locale. Il est donc essentiel de chercher à y développer la mixité sociale.

La priorité a été mise sur l'aspect communautaire du jardin, en profitant du fait que les anciens bâtiments scolaires joutant le jardin accueilleront prochainement les activités de la maison de quartier. Des travaux d'entretien et d'aménagement sont prévus pour cet hiver.

■ Manuelle Meeus

Département Communication,
avec Claudio Marini (La Rochelle)

Les enfants découvrent comment on jardine. Ils goûtent à tous les fruits et légumes.



UN VOYAGE AU BOUT DE LA SOLIDARITÉ !

Il est de ces voyages qui vous marquent, qui changent votre vision des choses et, surtout, qui vous donnent de l'énergie au retour pour 1001 engagements au départ de votre lieu de vie. A considérer les témoignages reçus, on peut dire sans ambages que le voyage d'immersion au Brésil de huit volontaires originaires de l'Est de la Belgique fait vraiment partie de ces événements exceptionnels qui touchent profondément les participants et remuent une association comme la nôtre.

Pendant tout leur périple, nos huit voyageurs ont tenu un carnet de route retraçant le fil de leurs rencontres. Laissons-leur donc la parole pour quelques extraits choisis...

Une émotion et une envie énorme de témoigner émanent de ces huit compagnes et compagnons de route lesquels, guidés par notre collègue belgo-brésilien, Paul Rixen, ont sillonné le centre de ce pays gigantesque à la rencontre des différents partenaires d'Entraide et Fraternité (CPT, MST, MPA, FETRAF, VIA CAMPESINA...).

Une immersion dans la vie du petit peuple brésilien, bien loin des exploits mirobolants du géant économique ou des stades de la Coupe du monde. Un peuple de petits paysans, d'indigènes, de travailleurs ruraux, une foule de femmes et d'hommes bien souvent en situation de pauvreté extrême mais qui se battent quotidiennement pour un avenir plus digne et plus solidaire.

29 juillet : Goiás

« La jolie petite ville coloniale de Goiás est en pleine ébullition. On annonce la visite officielle du Gouverneur de l'État et la présence policière qui entoure cet événement est impressionnante. Les troubles sociaux qui ont agité le pays récemment se sont fait également sentir ici, dans cette ville universitaire et jeune. On sent donc une certaine tension. Un 'cimetière des droits du citoyen' a été dressé au centre de la ville. Une multitude de croix en bois appellent à enterrer : la concentration des terres, le machisme, la criminalisation des mouvements sociaux, les engrais et pesticides chimiques, Télé Globo, les pouvoirs oligarchiques, la Coupe du monde... A contrario, elles appellent à déterrer : la dignité, la démocratisation des médias, la justice sociale, l'agro-écologie, l'éducation, la santé, la poésie, l'égalité des genres, les semences indigènes... Tout un programme qui nous donne déjà le ton... », Paul Rixen

30 juillet : Germinal sous les tropiques

« Six heures du matin, arrivée sur le champ. Des cannes à sucre à perte de vue sur 27 000 hectares ! Le soleil se lève à peine mais l'atmosphère est déjà chaude et chargée de suie : la zone à couper a été incendiée durant la nuit afin de faciliter la coupe et augmenter le rendement. Chaque coupeur reçoit cinq lignes à défricher. Le travail à la machette est éprouvant et dangereux à plus d'un égard, d'où des protections minimales à porter sous un soleil de plomb. Avant la pause de 12h, le contrôleur, tel un huissier, passe avec son arpenteur pour déterminer la longueur de la zone fauchée et le prix octroyé au mètre. Selon le petit bordereau qu'il reçoit, Francisco a coupé 90 m de canne soit près de 300 pieds en 4-5 heures de travail, ce qui lui fait gagner 45 Reais, soit environ 17 euros. Après une heure de pause, les coupeurs reprennent à nouveau le travail pour trois à quatre nouvelles heures de dur labeur. On se

croirait revenu à Germinal : des contrats précaires, pas de sécurité sociale en cas de maladie ou d'accident, des travailleurs émigrés venant des régions les plus pauvres du Brésil, un syndicat corrompu au service des patrons, un droit du travail régulièrement bafoué...

Heureusement, on découvre aussi le soutien que ces travailleurs reçoivent de la Commission Pastorale de la Terre et du Migrant. Des membres de cette commission sont au milieu des plantations pour écouter et reconforter ces hommes meurtris par un travail exténuant mais aussi pour leur rappeler leurs droits et qu'ils peuvent les revendiquer ! », Serge Hilgsmann

1^{er} août : les peuples indiens en lutte pour leur survie

« Nous voilà partis pour Sao Felix de Araguaï. Une route de 800 kilomètres à travers les plaines et vallonnements du Mato Grosso pour aller à la rencontre des Indiens Xavantes. La tragédie qu'ils vivent nous interpelle : la disparition rapide de leur environnement, conséquence de l'exploitation intensive de la forêt amazonienne par les multinationales de l'agro-business, qui fait reculer chaque année la couverture forestière d'une surface égale à la Belgique ! Quel désastre que cette course au profit, qui enrichit une minorité au détriment des petits paysans et des populations indigènes ! », Anne-Marie Grodent-Dethier

9 août : une coopérative porteuse d'espoir

« Aujourd'hui, nous avons visité un centre de distribution où les petits producteurs de la région de Goiás viennent apporter leur production agricole. Il a été créé avec l'appui de la Commission Pastorale de la Terre (CPT) et compte actuellement 56 producteurs de trois groupements différents. Les légumes sont cultivés sans pesticides et, le plus souvent, avec des méthodes d'agro-écologie. Aujourd'hui, les producteurs estiment que 90% des légumes consommés dans la ville proviennent de leur coopérative ! Un joli succès pour des paysans qui, il y a peu encore, n'avaient pas de terres à cultiver. Et, une belle preuve du succès de l'agriculture paysanne ! », Gilles Abinet



Le groupe reçu au Palais de la Présidence du Brésil.



La tragédie des Indiens Xavantes : une des conséquences de la surexploitation de la forêt amazonienne.

16 août : « Je dois tellement à Entraide et Fraternité... », Gilberto Carvalho, secrétaire général de la Présidente du Brésil

Après deux semaines d'immersion dans la réalité rurale autour de la ville de Goiás, puis quelques jours dans l'implacable réalité urbaine de la métropole Goiânia, nous voilà dans la capitale Brasília, au Palacio do Planalto. Oui, c'est le Palais de la Présidence du Brésil, rien de moins. Pas le temps de se pincer pour y croire mais nous sommes bien au centre du pouvoir d'un pays classé sixième puissance économique mondiale, dans un décor extraordinaire, et nous dialoguons avec le secrétaire de la Présidente Dilma Rousseff, Gilberto Carvalho.

Gilberto Carvalho, durant la période de dictature militaire des années '70 et '80, militait activement avec la Pastorale ouvrière contre le sort misérable des travailleurs de la banlieue de Sao Paulo. Persécuté et mis sur une liste noire, il a créé, avec d'autres compagnons de lutte, une coopérative pour survivre, résister et poursuivre cet engagement évangélique. A l'époque, Entraide et Fraternité s'est battue pour soutenir cette petite coopérative. Aujourd'hui, en août 2013, Gilberto s'en souvient...

Nous échangeons sur notre actuel voyage au Brésil. Avec une lucidité et une franchise qui nous sidèrent, Gilberto Carvalho nous expose comme un résumé de notre périple : oui, depuis le Président Lula, les derniers gouvernements progressistes ont fait énormément, contre vents et marées. La faim a reculé, l'extrême pauvreté aussi. Vu les forces en présence et le poids de cette vieille oligarchie issue du colonialisme et reconvertie

dans l'agrobusiness et les grandes entreprises, c'est presque inespéré. Mais, il reste tellement à faire...

Les injustices et violences ont été adoucies, pas vraiment changées structurellement. C'est bien ce que nous, voyageurs d'Entraide et Fraternité, avons pu percevoir dans tant de rencontres. Corruption, culture politique délétère, réforme agraire en rade, agriculture familiale pas assez soutenue, menace sur les peuples indigènes, violence contre les jeunes des périphéries, santé et éducation peu accessibles pour la majorité, indifférence 'moderne'...

Oui, il reste tant de luttes à mener ou à soutenir. Même dans un pays 'émergent' comme le Brésil.

Dans le bureau de Gilberto, un tableau de Dom Pedro Casaldaliga. Quelques jours plus tôt, nous avons eu l'extraordinaire chance de le rencontrer, dans sa simplicité incroyable et chaleureuse, cet évêque emblématique, âgé de 85 ans, aujourd'hui encore menacé de mort à cause de son engagement évangélique auprès des pauvres. Les pauvres, ce n'est pas seulement une thématique. Ce sont des personnes qu'il a rencontrées et soutenues durant toute sa vie dans sa 'prelazia' de Sao Felix do Araguaia : petits paysans, familles sans terre, peuples indigènes méprisés et chassés, personnes appauvries et exclues... 'Dom Pedro, c'est mon patron', nous confie Gilberto.

Nous rentrons en Belgique avec le souvenir de tant de visages du Brésil. Ils nous ont donné beaucoup de leur force et de leur espoir car ces gens-là, malgré leurs difficultés parfois terribles, vivent une culture de l'espoir. A travers leur dynamique de simplicité et de spontanéité, ils sont artisans du 'bem viver' (bien vivre), une piste dont on parle de plus en plus et qui cherche son chemin dans ce Brésil de 'production' et d'accélération de croissance'...

Après tant de moments riches, souvent intenses, et même exceptionnels, nous revenons avec une envie : vous faire partager, durant la campagne du Carême 2014, cet espoir et cette volonté ressentis au Brésil de faire tourner la Terre plus juste ! »

■ **Noëlle Vliegen, Gilles Abinet, Guy et Anne-Marie Grodent-Dethier, Marie-Hélène Stevens, Serge et Marie-Louise Hiligsmann, Paul Rixen.**



Chercher avec les paysans brésiliens le «bem viver» (bien vivre).



Les coupeurs de canne à sucre travaillent dans des conditions misérables.

LES ONG INTERPELLENT LES DÉCIDEURS POLITIQUES À L'OCCASION DE LA JOURNÉE MONDIALE DE L'ALIMENTATION

La faim dans le monde ne diminue pas, contrairement aux dires de la FAO¹. A l'occasion de la Journée Mondiale de l'Alimentation, nous rappelons que ce ne sont pas 842 millions de personnes qui ont faim mais bien 2,5 milliards de personnes, soit une personne sur trois, qui souffrent de la faim et ne peuvent mener une vie active et saine. Le besoin de réponses politiques à la hauteur de l'enjeu est plus que nécessaire.

Chaque année, à l'occasion du 16 octobre (date à laquelle correspond la Journée Mondiale de l'Alimentation), la Coalition Contre la Faim² - dont Entraide et Fraternité est membre - interpelle les parlementaires belges sur des thématiques en lien avec la sécurité alimentaire et la réalisation du droit à l'alimentation.

À cette occasion, la FAO publie également un document explorant la thématique choisie pour l'année. Cette année, elle n'y va pas par quatre chemins. « *La santé des populations dépend de systèmes alimentaires sains* »³, tel est le titre de sa publication.

Nouveauté, la FAO reconnaît que la hausse de la production alimentaire est un objectif « louable mais insuffisant », reconnaissant l'intérêt de la « diversification des exploitations agricoles », d'une approche tenant compte du genre, d'une nécessaire évolution des comportements et des choix de consommation et de la réduction du gaspillage. On ne peut que se réjouir de cette approche élargie de la problématique, tant sur la scène internationale il ne semble y avoir de place que pour un seul message - la nécessaire croissance de la production alimentaire - niant clairement l'aspect politique de la faim dans le monde.

Néanmoins, l'un des ingrédients central de la mise en place de systèmes alimentaires « sains et durables » manque dans cette analyse : la cohérence des politiques que notre gouvernement fédéral s'est engagé à mettre en œuvre par divers mécanismes et dont la concrétisation tarde à venir. C'est sur ce thème que se basait notre interpellation du jour au gouvernement.

Selon la loi belge, la cohérence des politiques vise à ce que les politiques de coopération au développement ne soient pas contrecarrées par d'autres politiques du gouvernement⁴.

Être cohérent, c'est avant tout veiller à ce que certaines politiques ne viennent pas réduire à néant les efforts entrepris à d'autres endroits (par des politiques de coopération au développement ou des politiques agricoles wallonnes, par exemple) pour favoriser la réalisation du droit à l'alimentation. Pourtant, bien que les

efforts de la Belgique – en termes de développement de l'agriculture paysanne dans le Sud et de promotion de l'agriculture biologique, des circuits courts et de la diversification en Wallonie – soient encourageants, de nombreuses politiques mises en place (ou soutenues par) la Belgique empêchent d'envisager sérieusement la mise en place de systèmes alimentaires « sains et durables ».

Quelles sont ces politiques ? Il s'agit, notamment, de la poursuite de la promotion des agrocarburants (dont la culture concurrence les cultures destinées à alimenter les populations), de la non-régulation de la spéculation alimentaire (bien que le gouvernement se soit engagé à lutter contre celle-ci), des coupes à répétition dans le budget de la coopération, de la signature d'accords de libre-échange européens mettant à mal les agricultures du Sud, du renforcement du poids des « investisseurs privés » au détriment de la capacité régulatrice des États, etc.

Nous avons rappelé à nos décideurs qu'il y a donc un réel besoin de réorienter les politiques actuelles dont les effets néfastes sont avérés et également un besoin de mettre en œuvre des régulations innovantes permettant à des systèmes alimentaires sains, durables et prioritairement locaux de se développer afin que la mission première de tout système alimentaire soit enfin assurée : offrir une nourriture suffisante en quantité et en qualité aux populations du monde.



1 Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

2 Coalition d'acteurs de la société civile belge (néerlandophone et francophone) travaillant à l'amélioration des politiques belges concernant la sécurité alimentaire.

3 http://www.fao.org/fileadmin/templates/getinvolved/images/WFD_issues_paper_2013_web_FR.pdf

4 Article 2, 16° de la Loi relative à la coopération belge au développement, 19 mars 2013.



Les ONG insistent pour que les politiques belges et européennes ne viennent contrecarrer et menacer le droit à l'alimentation.

Nos recommandations sont notamment les suivantes :

Stop aux accaparements de terres

La Belgique doit empêcher la ruée effrénée vers les terres au niveau mondial. Le gouvernement doit immédiatement prendre des mesures pour interdire tout soutien public aux investissements fonciers à large échelle qui portent atteinte aux droits humains et au droit à l'alimentation et doit contrôler ses entreprises afin qu'elles respectent l'accès à la terre des paysans et des paysannes.

Stop aux politiques de soutien aux agrocarburants

Cela implique un plafonnement immédiat des agrocarburants issus des cultures vivrières ainsi que ceux cultivés sur des terres arables.

Stop à la spéculation sur l'alimentation

La Belgique doit faire en sorte que l'offre et la commercialisation de produits financiers liés aux matières premières agricoles ne soient pas accessibles aux personnes qui ont pour seul objectif la spéculation alimentaire. Au niveau européen, la Belgique doit continuer à plaider pour une régulation stricte des marchés financiers afin que cette spéculation alimentaire soit rendue impossible.

Une politique commerciale et d'investissement démocratique et juste qui rend possible le développement agricole durable

L'agriculture doit être retirée des règles commerciales de l'OMC. Les accords de commerce et d'investissement doivent permettre aux pays en développement de protéger leurs propres marchés agricoles. Les accords commerciaux et d'investissements devraient inclure des mesures pour protéger les droits de l'homme et le droit à l'alimentation.

Une politique agricole qui soutient la transition vers un modèle agricole et alimentaire durable

En dialogue avec les organisations paysannes, la Belgique doit soutenir la transition vers des pratiques durables et agro-écologiques et un système alimentaire prioritairement ancré au niveau local, qui assurent une juste rémunération des producteurs et des productrices, qui respectent l'environnement et qui n'entraînent pas d'impact négatif sur les pays en développement. Une attention particulière doit être portée au rôle et aux savoirs des petits producteurs et des femmes, essentiels dans cette transition.

Consommation durable et stop au gaspillage alimentaire

Dans sa vision à long terme pour le développement durable, le gouvernement s'engage à réduire de 75% le gaspillage alimentaire d'ici 2050. Afin de faire de cet objectif ambitieux une réalité, il y a un besoin urgent d'une politique qui ne se limite pas à conscientiser les consommateurs mais qui se concentre sur tous les maillons de la chaîne.

Pour découvrir l'entièreté des recommandations portées le 16 octobre auprès de nos parlementaires, rendez vous sur www.entraide.be

■ François Delvaux

Chargé de recherche et de plaidoyer

20 ANS DE L'OAP AU BURUNDI

QUAND ON SÈME, ON A TOUJOURS VINGT ANS...

Un anniversaire, c'est d'abord l'occasion de faire la fête mais c'est aussi l'occasion de se faire connaître et reconnaître, tout en montrant au grand public (et aux décideurs politiques) ses réalisations et leur impact sur le développement socio-économique de la région. C'est le menu des réjouissances qui ont accompagné les 20 ans de l'Organisation d'Appui à l'auto-Promotion (OAP), au Burundi.

Durant la semaine du 16 au 21 septembre 2013, l'OAP s'est manifestée de plusieurs façons : d'abord, sur les antennes des radios et des télé où des spots publicitaires en français et en kirundi ont donné la parole à des bénéficiaires de ses projets, tels que des agriculteurs, des bénéficiaires de crédits, des ex-combattants... Tous ont témoigné du parcours accompli sous la houlette de l'association.

Une table ronde a été organisée avec les partenaires et, particulièrement, les bailleurs de fonds sur le thème des défis de développement de la province de Bujumbura rural. A cette occasion, pour une fois, ce sont d'abord et surtout les représentants des paysans et des communautés de la province qui ont eu la parole !

Enfin, le « visuel » n'a pas non plus été absent des commémorations : des panneaux-photos avec diverses réalisations de l'OAP depuis ses débuts ont été exposés au public et un film a été projeté. Ce dernier montre le travail sur le plan de l'agriculture-élevage, les constructions, les micro-crédits aux producteurs, l'appui aux ex-combattants, la lutte contre le VIH/Sida. Bref, un panorama complet et dynamique de ce que l'OAP apporte concrètement à ces paysannes et paysans qui veulent retrouver leur dignité de producteurs et nourrir leurs familles en paix.

Ces derniers ont, bien entendu, aussi été conviés à la fête, notamment à l'occasion d'une grande foire agricole où ils ont pu exposer et vendre leurs productions : produits d'agri-élevage, boulangerie artisanale, sacs à main et uniformes scolaires, savons, huile de palme, confitures et jus de fruits... Tous ces produits sont le fruit du travail des multiples associations locales accompagnées par l'OAP.

Créée le 21 octobre 1993, l'OAP est partenaire d'Entraide et Fraternité depuis 2006. Cantonnée à ses débuts à l'aide d'urgence, l'organisation s'investit aujourd'hui dans l'accompagnement des paysans de la province de Bujumbura rural. L'objectif est de favoriser un « processus d'autopromotion », « d'aider à s'aider ».

Entraide et Fraternité souhaite un très heureux anniversaire à son partenaire, à sa directrice, à toute l'équipe d'animation et à tous les comités locaux. Nous leur rappelons, en toute amitié, que quand on sème l'espoir et la dignité, on reste éternellement jeune et qu'on a toujours 20 ans !

■ **François Letocart**



Les paysannes veulent retrouver leur dignité de productrices.

Juste Terre ! Publication commune Entraide et Fraternité asbl et Vivre Ensemble Education asbl

Siège rue du Gouvernement Provisoire, 32 - 1000 Bruxelles | T 02 227 66 80 | entraide@entraide.be | www.entraide.be | www.vivre-ensemble.be

Conception - coordination V. Martin, C. Houssiau | **Collaboration** F. Letocart | **Éd. responsable** A. Simonazzi | **Maquette et Impression** Unijep

Attestation fiscale pour tout don à partir de 40 €/an. Nos deux organisations sont habilitées à recevoir des legs par testament.

Avec le soutien de
**LA COOPÉRATION
BELGE AU DÉVELOPPEMENT**



Cette publication est réalisée avec le soutien de la DGD, ce qui nous permet de consacrer vos dons au soutien direct de nos partenaires dans le Sud.

Entraide et Fraternité - IBAN BE68 0000 0000 3434 - Merci